



EXPERTS-COMPTABLES & COMMISSAIRES AUX COMPTES

Association INSERACTION

72 Rue de Lessard

76100 ROUEN

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Un partenaire

100%

avec vous !

Association INSERACTION
72 Rue de Lessard
76100 ROUEN

Association déclarée à la préfecture de Seine-Maritime

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

A l'Assemblée Générale,

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association INSERACTION relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association INSERACTION à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- « Provision pour risques et charges » exposé dans la note de l'annexe des comptes annuels concernant la provision d'un montant de 44 868.51 € effectuée suite au rejet de certaines dépenses de personnel par le financeur, le CD76.
- « Les produits à recevoir » exposé dans l'annexe correspondant essentiellement au solde des subventions à recevoir au titre des années 2019, 2020, 2021 et 2022 dont le montant s'élève à 551 804 €.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823- 9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre Association, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de justification particulière.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de votre Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider votre Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

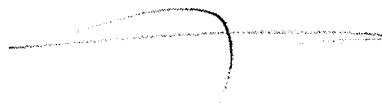
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Isneauville,
Le 06/07/2023

Le Commissaire aux Comptes,
SARL AGICOM
représentée par Thierry ONNO





BILAN

ACTIF	Exercice N			N-1
	Brut	Amortissements et provisions	Net 31/12/2022	Net 31/12/2021
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles				
- Fonds commercial				
- Autres				
Immobilisations corporelles	141 757	86 116	55 641	12 517
Immobilisations financières	9 619		9 619	7 740
TOTAL I	151 376	86 116	65 260	20 257
Actif circulant :				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances :				
Clients et comptes rattachés				
Autres	565 568		565 568	492 823
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	191		191	75 467
TOTAL II	565 759		565 759	568 290
Charges constatées d'avance (III)	2 625		2 625	10 050
TOTAL GENERAL (I+II+III)	719 760	86 116	633 644	598 597

AGICOM
 COMMISSAIRE AUX COMPTES
 2, rue de la République - 93000 - Paris
 RCS PARIS 514 616 000

BILAN

PASSIF	Exercice N net 31/12/2022	Exercice N-1 net 31/12/2021
Capitaux propres		
Capital		
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves réglementées		
- Autres	351 906	348 760
Report à nouveau	34 052	34 052
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-109 207	3 146
Subvention d'investissement	25 969	
TOTAL I	302 720	385 958
Autres provisions pour risques	44 869	44 869
Provisions pour risques et charges	49 436	30 964
TOTAL II	94 305	75 833
Dettes		
Emprunts et dettes assimilées	59 084	
Avances et acomptes reçus sur		
Commandes		
Fournisseurs et comptes rattachés	7 717	3 872
Autres dettes	150 417	104 174
TOTAL III	217 218	113 161
Produits constatés d'avances	19 401	28 761
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	633 644	598 597

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net Au 31/12/2022	Exercice N-1 Net Au 31/12/2021
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises	1 956	1 300
Variation de stock (marchandises)		
Achats d'approvisionnement	2 135	2 352
Variation de stock (approvisionnement)		
Autres charges externes	155 397	134 915
Impôts, taxes et versements assimilés	45 559	33 426
Rémunération du personnel	640 956	537 934
Charges sociales	208 616	178 094
Dotations aux amortissements	14 877	8 210
Dotations aux provisions	18 472	1 751
Autres charges	42	40
TOTAL (I)	1 088 010	898 022
CHARGES FINANCIERES (II)		
Charges d'intérêts	1 150	500
CHARGES EXCEPTIONNELLES (III)	41 117	44 869
IMPOTS SUR LES BENEFICES (IV)		
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	1 130 277	943 391
BENEFICE OU PERTE	- 109 207	3 146
TOTAL GENERAL	1 021 070	946 537

COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N Net Au 31/12/2022	Exercice N-1 Net Au 31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	972 827	920 093
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	31 341	22 039
Reprise/prov et transferts charge	2 428	4 202
Autres produits	1 298	203
Produits financiers		
TOTAL (I)	1 007 894	946 537
PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	13 176	
TOTAL DES PRODUITS (I+II)	1 021 070	946 537
TOTAL GENERAL	1 021 070	946 537



Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : INSERACTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 633 644 euros.
Et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, présentant un déficit de - 109 207 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC « et du règlement 2020-08 de l'ANC » relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

L'association a appliqué le règlement ANC n°2022-06 du 04 novembre 2022 relatif à la comptabilisation des quote-parts de subvention d'investissements virés au résultat de l'exercice.

Faits significatifs de l'exercice

- L'année 2022 est marquée par l'absence de fonds FSE. Le montant des fonds FSE N-1 représentait 265 983.36 €. Dans l'attente de l'effectivité du FSE+, le Département a prolongé les opérations pour 2022, sur des crédits départementaux.

La montée en charge sur les dispositifs a été bonne et le temps d'attente pour être pris en charge notamment par un Psychologue est passé à 4 mois. L'association a rencontré des difficultés pour recruter du personnel et plus particulièrement un Psychologue. Le poste est resté vacant plus de 6 mois.

- Les locaux étant trop petits pour accueillir l'équipe, un avenant au bail commercial a été signé afin d'augmenter la surface locative de 142.5 m² à compter du 1^{er} janvier 2022. Le loyer annuel est donc passé de 20 000 euros à 36 500 euros HT et HC. 59 000 euros de travaux ont été engagés pris en charge à hauteur de 50% par l'association.

- La Conférence des métiers organisée le 18 février 2022 par le Premier Ministre a abouti à la mise en œuvre de mesures de revalorisations structurelles dans le champ des établissements sociaux et médico-sociaux (ESSMS) et ce, au bénéfice de certains salariés (personnels socio-éducatifs et soignants) à l'exclusion des autres.

Ces mesures ont fait l'objet d'un décret publié au Journal officiel du 1er décembre 2022 et sont entrées en vigueur de façon rétroactive au 1er avril 2022. Elles prennent la forme d'une prime de revalorisation d'un montant de 183 € nets par mois dans le secteur privé

En application de ces accords collectifs de Branche, seuls certains salariés de l'Association INSERACTION bénéficient donc de droit d'une revalorisation salariale.

Consciente de la différence de traitement que cette mesure a engendré entre les professionnels socio-éducatifs et soignants d'une part et les autres salariés d'autre part, l'Association INSERACTION, par une délibération de son Conseil d'Administration en date du 15 décembre 2022, a décidé d'attribuer une prime de 183 € nets par mois à certains membres de son personnel.

Cependant l'association n'a pas obtenu de compensations financières de la part de ses financeurs ce qui explique en partie le résultat déficitaire 2022.

Par ailleurs, les bilans 2020-2021 des opérations ASI, AEP et ACDS ont été traités ou sont en cours de traitement par les services du Département. Des écarts entre l'opération conventionnée et l'opération réalisée expliquent des différences entre le montant FSE déclaré et celui retenu. De ce fait, nous notons une charge exceptionnelle de 41 074 € et des produits exceptionnelles d'un montant de 13 175 €.

	Salarié CADRES	Salarié Non-Cadres
Effectifs Total	3	20

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutations, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans
- * Matériel informatique : 2 à 5 ans
- * Mobilier : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

En cas d'immobilisations financées en tout ou en partie par des subventions d'investissement, ces dernières sont inscrites en produits d'exploitation du compte de résultat au même rythme que les amortissements.

AG:CD21
COMMISSAIRE AUX COMPTES
100 rue de la République
92000 Nanterre
Tél. 01 1 47 37 60 00



Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour Risques et Charges

Concernant les suites de l'audit portant sur l'examen des fonds reçus et dépenses éligibles au FSE sur l'année 2017, aucun élément nouveau n'est intervenu au cours de l'exercice.

Dans ces conditions la provision constituée antérieurement a été maintenue en l'état.

La provision pour charge est destinée à couvrir les Indemnités de Fin de Carrière et a été actualisée au 31/12/2022.

➤ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement - Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	39 291	58 000		97 291
Installations générales, agencements, Installation téléphonique				
- Matériel de transport	44 466			44 466
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	83 757	58 000		141 757
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	7 740	2 399	520	9 619
Immobilisations financières	7 740	2399	520	9 619
ACTIF IMMOBILISE	91 497	60 399	520	151 376

➤Note sur le bilan

Immobilisations financières

Les immobilisations financières concernent principalement les dépôts de garantie des différents locaux loués par l'association.

Amortissement des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions Sortis reprise	Valeur en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles (I)				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagement des constructions	33 143	11 750		44 893
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements, aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	38 096	3 127		41 224
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles (II)	71 240	14 877		86 117
TOTAL GENERAL (I+II)	71 240	14 877		86 117

➤ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

	Montant Brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :	565 568	565 568	
Créances			
Capital souscrit – appelé, non versé	2 625	2 625	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	568 193	568 193	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

Les produits à recevoir se composent essentiellement des soldes de subvention à recevoir au titre des différentes actions exercées en 2019 – 2020 – 2021 et 2022.

Le solde de subvention 2019 à encaisser au 31/12/2022 représente : 38 711 €. A été encaissé en 2023 la somme de 38 711 €

Le solde de subvention 2020 à encaisser au 31/12/2022 représente : 122 196.77 € A été encaissé en 2023, la somme de 97 983 €. Il reste à percevoir la somme de : 24 213.71 €

Le solde de subvention 2021 à encaisser au 31/12/2022 représente : 165 590 €. Cette somme reste à percevoir.

Le solde de subvention 2022 à encaisser au 31/12/2022 représente : 225 307 € A été encaissé la somme de 39 963 €

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	556 931
Autres créances	191
Disponibilités	
Total	557 122

AGICOM
COMPTABILITE AUX COMPTES
Société par actions simplifiée
RCS Nanterre 528 200 000
N° SIRET 528 200 000 0001
N° TVA Intracommunautaire FR15528200001

➤ Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise				
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	348 760	3 146		351 906
Subvention d'équipement				
Report à nouveau	34 052			34 052
Résultat de l'exercice	3 146	-109 207	3 146	-109 207
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				
Subvention d'investissement		29 000	3 031	25 969
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total	385 958	-77 061	6 177	302 720
Total fonds associatifs	385 958	-77 061	6 177	302 720

➤ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans maximum à l'origine	59 084	59 084		
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	7 717	7 717		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	142 607	142 607		
Dettes fiscales et sociales				
Impôt sur les bénéfices	7 811	7 811		
Autres dettes	19 401	19 401		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	236 620	236 620		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	142 607
Dettes fiscales et sociales	
Impôts sur les bénéfices	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	7 811
Total	150 418

AGICOM
 CONTRÔLE DES COMPTES
 101 - 102 - 103 - 104 - 105
 106 - 107 - 108 - 109 - 110
 111 - 112 - 113 - 114 - 115

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	2 625
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	2 625

➤ Autres informations

Rémunérations allouées aux dirigeants

Le temps consacré au bénévolat concerne les membres du Conseil d'Administration et s'élève à environ 450 heures sur l'exercice 2022.

Engagements financiers

DATE OF LAST REVISION: 11/11/03
 PREPARED BY: RICHARD B. BROWN, JR.
 RBB/BJB/11/11/03

Engagements donnés

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	49 436
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	49 436

Engagements de retraite

L'association a fait le choix depuis plusieurs années de constituer en comptabilité une provision pour Indemnité de Fin de Carrière (IFC) et cela pour couvrir le risque latent.

Le montant de cette provision initiale de 30 964 € a été porté à 49 436 € à la clôture de l'exercice 2022.

Pour l'année 2022, 21 personnes sont concernées.

Contributions volontaires en nature

Elles concernent essentiellement la mise à disposition de salles ou de bureaux par les collectivités locales.

Ces informations n'ont pas été communiquées et évaluées pour l'année 2022.

Evénements postérieurs à la clôture

En octobre 2022, le Département a fait l'objet d'une cyberattaque qui a entraîné un retard conséquent sur la publication des appels à projets pour la période 2023-2025.

De ce fait, le Département a proposé de prolonger les opérations pour le 1^{er} semestre 2023 sur des crédits départementaux et des avenants ont été signés sur les bases budgétaires de 2022.

À compter du 1^{er} juillet 2023, les nouvelles opérations seront financées à hauteur de 60% par le FSE+.

Le comité de sélection qui s'est réuni le 20 juin 2023 a donné un avis favorable aux dossiers de l'association.

